

# ***Israël, la mémoire pour avenir***

## ***A propos du "7<sup>e</sup> million"<sup>1</sup> de Tom Segev...***

*par Georges Bensoussan*

*Les Israéliens et le Génocide* : le sous-titre est explicite et simple pour ce qui apparaît, la lecture de ces presque 700 pages achevée, comme un très riche livre d'histoire qui brise quelques tabous, pose de bonnes questions et ouvre quelques pistes de réflexion.

Tom Segev, journaliste israélien à *Haaretz*, est né en 1945 de parents juifs allemands ayant fui l'Allemagne de Hitler, ces "*yekke*" dont il est ici beaucoup question. Segev a seize ans lors du procès Eichmann, il en a vingt-deux lors de la Guerre des Six-Jours, et vingt huit lors de celle du Kippour. Autant dire qu'il a pu tout à loisir, et contre son gré parfois, intégrer ces expériences majeures de l'identité israélienne.

Le premier aspect le plus riche de son livre est fourni par l'étude fouillée des réactions du *Yishouv* <sup>2</sup> face à la montée de la violence puis de la persécution ouverte. Segev explique les enjeux et les querelles liés au transfert (*haavara*) des Juifs d'Allemagne et d'Autriche vers la Palestine dans les années 30, comme il décrit l'immigration illégale (*haapala*) au temps où les Britanniques distribuent chichement (tous les six mois), des certificats d'immigration que l'Agence Juive répartit ensuite. Mais selon quels critères, et afin de favoriser quel type d'immigrants ou de s'allier quelle coterie liée à la gauche travailliste qui domine alors l'Exécutif du mouvement sioniste ?

Segev démontre que l'Agence Juive dominée par Ben Gourion, et fort bien informée à partir de la fin 1942 <sup>3</sup>, aurait pu faire davantage durant le Génocide lui même. Certes, on sait bien aujourd'hui que la marge est considérable entre l'information et la connaissance. Reste que pour l'homme d'Etat qu'est Ben Gourion, et il ne dévia jamais de cette route, la construction de l'Etat juif est la priorité du mouvement sioniste. Ce n'est pas qu'il y ait chez lui insensibilité ou perception incomplète de la tragédie qui se joue, mais l'homme brise en lui l'émotion pour ne plus voir que la seule finalité de sa vie politique, l'indépendance juive en Eretz-Israël. "Il y a aussi des Juifs en Palestine"

déclare-t-il au Secrétariat du Mapai en février 1943. Pour lui comme pour presque tous les dirigeants du *Yishouv* (à la différence de nombreux intellectuels dont Buber et Agnon), la raison du futur Etat l'a emporté sur le judaïsme européen assassiné. L'Agence Juive consacre au sauvetage des Juifs européens moins d'argent qu'à l'achat de terres ou à l'installation de nouvelles colonies.

L'événement en train de se dérouler est déjà vécu au passé par les instances politiques du *Yishouv*, comme si ce dernier masquait par là son inaction, sa négligence et plus encore son impuissance <sup>4</sup>. Si le Génocide est d'emblée vécu au passé alors que la plupart des victimes potentielles sont encore en vie, c'est qu'à certain égard, cette catastrophe sonne comme la défaite historique du sionisme d'avant-guerre.

C'est dans cette attitude des années de la catastrophe que prend racine le sentiment de honte et de culpabilité du *Yishouv* puis de l'Etat d'Israël après 1945. Mais cette culpabilité a plusieurs facettes. C'est d'abord celle des immigrants légaux des années 30 : chaque certificat d'immigration renvoie à ceux qui n'ont pu l'obtenir et qui, demeurés en Europe, y furent assassinés. C'est ensuite celle de ces pionniers sionistes qui ont rejeté et maudit leur milieu d'origine (l'"Exil"), désormais *réellement* détruit... Si le sionisme est une rupture, le nazisme est une destruction, mais quand la destruction est survenue, la rupture a été vécue dans l'angoisse et la faute.

C'est cette culpabilité sans doute qui rend compte aussi du fait que, dès septembre 1942, il est proposé de bâtir un mémorial dédié aux victimes du Génocide ("*Yad Vashem*"). Penser le Génocide au passé, dès 1942, n'est pas seulement signe d'impuissance sur l'événement : c'est également le signe d'une culpabilité telle que seule une mise à distance permet de vivre le présent. Cette culpabilité, enfin, ressort du non-dit : le projet sioniste a nourri un mépris existentiel pour le judaïsme diasporique (les "Juifs-moutons"), et, nonobstant des possibilités d'action fort limitées, ce mépris eut sa part dans la faible volonté de sauvetage. Ainsi le Génocide exprime-t-il aussi le malaise du sionisme : sommes nous *frères*, vraiment, de ces gens là ? Un des responsables de l'Agence Juive déclare en juillet 1942 que les Juifs de Pologne avaient préféré..."une vie de chien à une mort honorable", et en janvier 1943, le même ajoute : "ces gens sont devenus des déchets". Au fil de quelques exemples, l'ouvrage de Segev montre comment s'opère la perversion des esprits, comment se nazifie le vocabulaire, comment la victime potentielle intériorise le schéma accusateur de son assassin.

Car cette culpabilité a aussi partie liée à la conviction d'une mort "honteuse" dans la shoah. Les clichés sur le "peuple-mouton" ont été rebattus dans le *Yishouv* et dans le jeune Etat d'Israël, au moins jusqu'au procès Eichmann (1961). Lorsque Saül Friedländer écrit en 1968

de David Ben Gourion que celui-ci a "honte" de l'héritage historique du judaïsme diasporique <sup>5</sup>, il parle aussi pour un grand nombre de ceux qui constituèrent, *par choix*, la génération pionnière de l'Etat.

La honte de cette mort là s'est accompagnée d'une culpabilisation des survivants. *Haaretz* exprime un point de vue répandu lorsqu'il écrit en septembre 1945 : "Le peu qu'il reste de nous en Europe n'est pas nécessairement le meilleur du judaïsme. Les bijoux de la nation ont été détruits en premier." <sup>6</sup> Ainsi, la culpabilisation vise-t-elle les victimes et les survivants. Les uns ont eu tort d'"accepter" l'abattoir dit un certain sens commun, et les autres sont suspects d'avoir survécu. Où aller, comment vivre et comment s'étonner dès lors de la déception vécue par nombre de survivants dans ce qui devait être leur foyer après l'enfer européen. Comment s'étonner également du silence qui prévalut sur le Génocide après 1945 et ce jusqu'au procès Eichmann au moins, silence tout juste troublé par l'affaire Kastner (1951-1955) laquelle fut l'occasion d'un jugement a-historique des Judenrat et de la supposée passivité des victimes.

Des milliers de rescapés ont quitté Israël dans les années 50 coupables d'avoir survécu, et se reprochant de ne pas avoir résisté. Le *Yishouv*, puis l'Etat juif avaient pourtant travaillé pour les accueillir, bien davantage en tout cas que le mouvement kibboutzique qui, enfermé qu'il était dans sa vision de l'"homme nouveau", et à l'encontre de la légende en vigueur, se montra assez peu hospitalier. Les kibboutzim représentaient 7 % de la population totale du pays début 1950, mais le mouvement kibboutzique n'avait intégré, lui, que 4 % des immigrants.

Les rescapés du Génocide induisent un malaise chez leurs concitoyens israéliens. L'image qu'ils offrent est en contradiction avec celle du *sabra* fort et actif martelée par l'idéologie sioniste. Ils suscitent parfois le mépris ("ce ne sont que des errants" écrit un journaliste du *Haaretz*) et renvoient, d'une part à l'image de la faiblesse juive en Diaspora (antinomique du sionisme), et d'autre part à la culpabilité que chacun peut ressentir lorsqu'il se demande à propos de ces années là : "où étais-je et qu'ai-je fait ?". L'agressivité qui accueille tant de survivants s'explique aussi par cette volonté de désarmer au premier chef, et en soi même, ce sentiment là.

Mais sur l'autre versant, la relation du survivant à l'Etat d'Israël est empoisonnée aussi. Itzhak Zuckerman (Antek), survivant de la révolte du Ghetto de Varsovie et membre du kibboutz Lohamé Haghetaot, rédige un témoignage qu'il ne veut voir publié qu'après sa mort (1981). "Israël n'est pas venu nous chercher, y écrit-il. Nous nous sommes sentis abandonnés". Trois ans plus tard, parlant de Antek et de ses camarades, Haïm Gouri précisait que Zuckerman ne parlait pas

d'un "échec opérationnel" (la possibilité d'un sauvetage venu du *Yishouv* était nulle ou quasi nulle)... "Ils avaient seulement besoin d'un homme qui leur apporte une parole bienveillante venue de la Terre d'Israël. D'un homme seulement ; et il n'est pas venu." <sup>7</sup>

Mais le *Yishouv* reconstruit en même temps l'histoire de ces soulèvements en s'en voulant à l'origine du fait qu'un grand nombre d'insurgés appartenaient au mouvement sioniste. Travestissement double de l'histoire car, c'est à dessein aussi, que la mouvance de gauche occulte l'importante participation du mouvement sioniste-révisionniste (Béтар) à la révolte.

A l'égard des problèmes liés aux rescapés du Génocide, Ben Gourion a été souvent accusé de faire preuve d'insensibilité. Reste qu'il a parfois su trouver les mots justes pour dire les relations des survivants à ceux qui les accueillait. En avril 1949, il évoquait une "barrière de sang et de silence, d'angoisse et de solitude" <sup>8</sup>. Quelques vingt ans plus tard, retiré de la vie politique dans son kibboutz de Sdé Boker, à l'affirmation selon laquelle il n'aurait pas bien compris la signification du Génocide, il répond : "Qu'y a -t-il à comprendre ? Ils sont morts. C'est tout." <sup>9</sup>.

C'est à travers quelques épisodes essentiels que la mémoire du Génocide en Israël s'est structurée. Segev analyse le premier d'entre eux, l'affaire des "réparations" versées par la République Fédérale Allemande aux survivants. Elle témoigne d'un divorce éclatant entre la classe politique au pouvoir et le reste de la nation, hostile au principe même des réparations, finalement adopté par la Knesset en janvier 1952 mais à une faible majorité. A comparer avec la confortable majorité qui en 1965 se prononce pour l'établissement de relations diplomatiques avec la RFA.

Le procès Eichmann, au printemps 1961, est le deuxième événement central. La chasse aux criminels nazis n'a jamais été une priorité de l'Etat d'Israël où prévaut une logique d'Etat et non une logique d'émotion. C'est pourquoi le procès Eichmann est de bout en bout à portée politique : il a été voulu par Ben Gourion pour des raisons internes et externes qui ont peu à voir avec la shoah. Le procès se doit de contribuer à la constitution de l'identité nationale israélienne alors que l'émotion des victimes, quelques quinze ans plus tôt, n'y eut jamais sa part. Procès politique que celui où le procureur de l'Etat, Hausner, envoie à Ben Gourion son discours d'ouverture *avant* de le prononcer. Procès politique qui a pour but de poser Israël comme centre du judaïsme pour le présent et l'avenir, mais aussi pour le passé et en particulier pour ce passé là. Il faut rappeler la querelle qui opposa le gouvernement d'Israël à la volonté des fondateurs du Centre de Documentation Juive Contemporaine, lesquels, avec la création du

Mémorial du Martyr juif Inconnu en 1953, posaient Paris comme centre de la mémoire juive de la shoah.

Le procès Eichmann atteint son but : si l'objectif historique, qu'il n'eut jamais en haut lieu, est bien manqué (ce contre quoi s'insurge Hannah Arendt dont l'ouvrage, *Eichmann à Jérusalem*, vilipendé en Israël n'y est toujours pas traduit en hébreu en 1994), l'objectif politique est rempli.

Le troisième élément constitutif de la mémoire israélienne du Génocide est la création du Mémorial Yad Vashem. Lequel est d'emblée marqué par une série d'ambiguïtés qui font partie intégrante de toute mémoire collective à visée nationale. Nous l'avons déjà souligné, Yad Vashem est envisagé dès 1942, comme s'il s'agissait d'exclure l'événement du présent pour mieux occulter sa propre impuissance à modifier le cours des choses. Le Mémorial, créé en 1953, procède par récupération et par amalgame.

Par récupération : au cœur du grand cimetière militaire de Jérusalem, un monument est érigé à la mémoire des deux cent mille soldats juifs de l'Armée Rouge tombés entre 1941 et 1945, intégrés de fait dans l'épopée du mouvement sioniste. Par amalgame, car le Mémorial associe Génocide et Héroïsme, comme s'il s'agissait explique Ségev, de deux parts égales et complémentaires, comme si, surtout, l'une "rachetait" l'autre. Cette mémoire collective instrumentalisée à des fins nationales est forcément éloignée de la construction de l'histoire. De fait, avant d'arriver au Musée lui même, on rencontre l'avenue des Justes et le monument dédié à l'insurrection du Ghetto de Varsovie (copie de celui de Varsovie). Ainsi Segev fait-il remarquer à raison que la rencontre avec ces deux figures d'exception de l'histoire du Génocide (les Justes et les Révoltés) précède-t-elle l'histoire du Génocide lui même, comme s'il s'agissait de façonner le passé avant même d'en aborder l'étude. Mais le souci national va plus loin encore puisqu'un panneau du Musée explique que la mort des Juifs n'a pas été vaine et qu'ils sont morts en martyrs. Le mot *martyr*, qui, au contraire du Mémorial parisien, ne figure pas dans le sigle de l'institution israélienne, évoque les idées de sacrifice et de choix. Mais de quel sacrifice et de quel choix s'agit-il ici ? A Yad Vashem comme à Paris, il est encore impensable de concevoir le non-sens absolu du Génocide. De plus, si Yad Vashem est après le Mur Occidental à Jérusalem le deuxième site national visité en Israël, on peut s'interroger sur ce qui constitue la mémoire juive dès lors que ces deux sites commémorent ou rappellent une défaite nationale et un désastre sans précédent aucun dans l'histoire de la nation.

La mémoire du Génocide ouvre des incidentes politiques majeures dont on retiendra trois exemples. En premier lieu, celui qui tient à la lente perversion des esprits par le vocabulaire et les schèmes de pen-

sée de l'ennemi. Sur ce plan, le bilan est consternant depuis l'époque du *Yishouv* jusqu'aux années 1950. A propos des candidats à l'immigration dans les années 1930, l'Agence Juive, aux mains de la mouvance travailliste, adopte le ton de la sélection et du mépris. En 1935, l'un de ses responsables, Gruenbaum parle de "matériel humain", expression reprise en haut lieu par nombre de dirigeants de l'Exécutif sioniste. En 1978, Yoël Palgi, parachuté par le *Yishouv* en Hongrie durant la guerre, témoigne à son retour en Palestine du rejet qui accueillit les victimes "dénudées d'héroïsme" : "Il existe une sorte de consensus autour du fait que les morts du Génocide étaient des personnes sans valeur. Inconsciemment, nous avons accepté la vision nazie selon laquelle les Juifs étaient des sous-hommes..."<sup>10</sup>. La nazification du vocabulaire, et la péjoration de l'image de soi ont été aussi l'œuvre des Juifs eux mêmes. Les premiers manuels d'histoire de l'Etat d'Israël se gardent de qualifier de Juifs les révoltés des ghettos, comme si ce terme était en soi péjoratif et réservé aux "passifs". Les "héros" sont appelés indistinctement *Hébreux*, *Israélites*, *défenseurs de Masada*, etc.

La deuxième incidente porte sur les conséquences de la shoah pour les Juifs originaires de pays arabes en Israël. Pour les dirigeants du *Yishouv* et de l'Etat, il est une évidence, par définition indiscutable, selon laquelle le "vrai" judaïsme réside en Europe ("la présence divine a quitté la communauté juive orientale" écrit Ben Gourion en 1954). Le désastre démographique du Génocide les oblige à renoncer à la sélection et à regarder vers ces Juifs orientaux autrement que comme objet de recherche en anthropologie. Dès lors, l'arrivée des Juifs arabes contribue à mieux intégrer les rescapés de la shoah, lesquels "appartiennent à notre tribu" déclare un membre de l'Exécutif sioniste en octobre 1949.

Enfin, quelques mythes sont sérieusement ébranlés par l'ouvrage de Segev qui rejoint, sur certains points, nombre de travaux antérieurs. Pour ne citer qu'un seul exemple, celui de la "solidarité juive", Tom Segev fait état des nombreux règlements de comptes opposant après la guerre des Juifs entre eux. Il faut rappeler qu'en 1949, le Ministère de la Justice avait émis un décret contre les criminels de guerre juifs... Le verdict rendu par le juge Halévy lors de l'affaire Kastner (juin 1955) va dans le même sens : "leur accord avec Kastner, y écrivait-il, a facilité aux nazis l'extermination des masses juives ; le prix en a été d'épargner quelques privilégiés. Par cet accord en faveur de ceux ci, Kastner a accepté l'extermination des gens ordinaires, et les a abandonnés à leur sort."

La mémoire du génocide a en grande partie déterminé la politique extérieure de l'Etat d'Israël, depuis le projet nucléaire de Dimona jus-

qu'à la menace arabe perçue sur le mode "exterminateur". Abba Eban, évoquant les "frontières" de 1967, parlait des "lignes d'Auschwitz". C'est le génocide qui est à l'origine de cette peur et de ce sentiment omniprésent de précarité, même si, à l'exception notable de Menahem Begin, il n'y est pas forcément fait mention explicite.

Comme est omniprésent le souci israélien de "récupérer" toutes les victimes du génocide, comme est récurrent le souci politicien à gauche, comme à droite, de s'annexer la mémoire de la shoah. C'est bien de récupération qu'il s'agit lorsque l'État confère la citoyenneté israélienne posthume aux victimes, de récupération également lorsque le procureur de l'État, G. Hausner, déclare à l'occasion du procès Eichmann : "les millions de personnes exterminées avaient espéré l'État juif et n'ont pas eu la chance de le connaître" <sup>11</sup>. Il faut attendre les années 1980 pour voir les premières réactions à cette récupération et à cette instrumentalisation, comme en témoigne la forte argumentation du journaliste Boaz Evron qui, en 1980, intitule un de ses articles : "Le Génocide. Un danger pour la nation".

Tout ce qui vient d'être dit témoigne de la complexité du lien qui unit le Génocide au sionisme et à l'État d'Israël. La force du livre de Segev est de détruire le cliché qui veut qu'au génocide ait répondu la création de l'État, sorte de rédemption nationale après la catastrophe. Certes, pour une pensée politique paresseuse, le Génocide a facilité la création de l'État. Mais la réalité contredit cette assertion d'évidence à triple titre. En premier lieu, la shoah a démontré non seulement l'impuissance du *Yishouv*, mais également sa volonté trop fragile d'aider le judaïsme européen. En deuxième lieu et sur un plan démographique, du fait des pertes subies, les bataillons de réserve ont manqué à l'État juif et lui manquent toujours face à la menace arabe. Le problème de la Cisjordanie ne se serait pas posé dans les mêmes termes si le *Yishouv* avait su aligner un autre rapport de force démographique. Ben Gourion a ce cri du cœur le 6 décembre 1942, lui pour qui l'unique paradigme de sa politique est la création et la survie de l'État juif : "L'extermination du judaïsme européen est une catastrophe pour le sionisme, il n'y aura plus personne avec qui construire le pays".

En troisième lieu enfin, cette "évidence" est à récuser, non seulement parce que les structures sionistes existaient un demi siècle au moins avant le Génocide, mais également parce que le mouvement sioniste n'a pas réussi à convaincre la masse du judaïsme européen avant 1939, ce qui eût pu éviter la catastrophe... Loin d'avoir été facilité par le Génocide, le sionisme a, au contraire, connu avec lui sa plus grande défaite.

L'ouvrage de Segev, pour fondamental qu'il soit, n'échappe pourtant pas à quelques défauts liés à sa conception même. Ce livre est l'œuvre

d'un Israélien encore jeune qui parvient difficilement à masquer l'agacement qu'il éprouve contre certains aspects de ce passé.

Obnubilé par la vision israélienne du Génocide, Tom Segev commet quelques erreurs d'appréciation. Il oublie de considérer l'historiographie générale du sujet hors d'Israël. Tenaillé par l'idée d'une "récupération sioniste" de la mémoire du Génocide<sup>12</sup>, il semble ignorer que durant les années 50 et 60, les manuels scolaires d'autres pays, dont ceux de France, faisaient sur la question du Génocide les mêmes erreurs d'analyse. De même, peut-on difficilement comme il le fait lire au premier degré le fait que quelques soldats israéliens, face à l'*Intifada*, se soient dénommés eux mêmes "section Auschwitz" ou "section Mengele". Est-ce à dire qu'ils se voulaient les émules des nazis, ou plus simplement que, face à ce sentiment obsédant de précarité qui tisse l'existence nationale, ils tiraient du Génocide une leçon de dureté face à toute menace perçue sur le mode obsidional et exterminateur. Même erreur d'appréciation quant à la loi israélienne de juillet 1981 qui interdit la "négation du Génocide". La Knesset ne fait pas de la shoah, à cet égard, un "dogme national". Segev aurait du mettre en parallèle les lois similaires adoptées aux Etats-Unis et en Europe occidentale, ainsi la loi Gayssot votée par le Parlement français en juillet 1990. Car nier n'est pas débattre, c'est même, au contraire, refuser tout débat sur cet objet d'histoire.

Nuit à l'ouvrage également un léger agacement de l'auteur à l'égard de certains protagonistes. Mais lui nuit plus encore l'absence de mise en perspective de la mémoire israélienne du Génocide avec celle des communautés juives d'Europe et des Etats-Unis, comme avec celle de la mémoire collective de ces nations. Il est contradictoire de dénoncer la vision insulaire à laquelle conduirait le culte mémoriel et d'y sacrifier soi-même.

La shoah est devenue aujourd'hui un élément central de l'identité israélienne. C'est avec le procès Eichmann que le tournant a été pris, confirmé par les guerres de Six Jours et de Kippour. Alors qu'en 1990, il y avait près de mille "Livres du Souvenir" déposés à Yad Vashem, la moitié d'entre eux avaient été publiés après 1973. C'est que la guerre d'octobre 1973, ce "tremblement de terre", est ce qui a le mieux fait ressentir aux Israéliens la précarité de l'existence juive. C'est avec cette guerre, perçue comme un écho lointain de la menace génocidaire, que les Israéliens sont redevenus juifs. Ils ont fait, sur ce plan, mentir l'analyse que faisait Georges Friedmann en 1964<sup>13</sup>.

Il n'est plus question aujourd'hui de la "passivité" des victimes, et moins encore de "mort honteuse". En 1990, le directeur de Yad Vashem se demandait si le second mot du diptyque, *Héroïsme*, était bien nécessaire. *Génocide* ne suffisait-il pas ? C'est alors que cette histoire est

devenue un thème central de la culture israélienne qu'est intervenu le procès Demjanjuk (1988), comme s'il fallait, à croire certains journalistes, tirer le Génocide du "gouffre de l'oubli". Etrange inquiétude : de quel oubli parle-t-on ? Des faits, certes non. Il s'agit plutôt, et d'abord, d'un oubli relatif à la singularité absolue et à la spécificité de cette histoire. Cette angoisse de l'oubli vient également en écho à cette douleur qui n'eut jamais la moindre contrepartie de la part des nations qui laissèrent faire. Cette hantise de l'oubli est enfin comme un ultime sursaut de révolte avant que disparaissent les derniers survivants de cet enfer sur terre.

Comme les Juifs de la Diaspora, les Israéliens ont aujourd'hui une identité duelle : ils sont Israéliens *et* Juifs. Mais la mémoire du génocide, qui a contribué à cimenter le groupe national autour du passé juif, et qui a bâti à la longue l'identité israélienne, freine paradoxalement la réussite sioniste. Car cette mémoire, en développant une vision insulaire de l'histoire et du monde, va à l'encontre du projet sioniste. Loin de "normaliser" le peuple juif ("le peuple qui habite seul"), elle peut donner naissance à une religion civile où menacent l'enfermement sur soi et le primat du particularisme et de la nation contre l'humanité.

## NOTES

- 1 Tom SEGEV *Le Septième million. Les Israéliens et le Génocide*. traduit de l'anglais et de l'hébreu par Eglal Errera (1<sup>re</sup> édit. israélienne 1991), éditions Liana Lévi, 1993, 686 pages, 190 F.
- 2 Foyer national juif de Palestine avant la fondation de l'Etat d'Israël.
- 3 Cf. Walter Laqueur, *Le Terrifiant Secret*, Gallimard, 1981.
- 4 Le parti-pris de Segev fait parfois perdre de vue cette évidence : que pouvaient les 450 000 Juifs du Yishouv, soumis à la puissance mandataire, ne formant pas un Etat et eux mêmes menacés en 1942 par les troupes de Rommel ?
- 5 Segev, p.539.
- 6 *op. cit.* p.146.
- 7 *op. cit.* p.222.
- 8 *op. cit.* p.217.
- 9 *id.*p.540.
- 10 *id.*p.223.
- 11 *id.*p.411.
- 12 *id.*p. 554 et ss.
- 13 Cf. *Fin du peuple juif ?*, Gallimard, 1966.

